

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	135 (1990)
Heft:	1
Artikel:	Après le vote du 26 novembre... : la réalité de la menace du début des années 1990
Autor:	Weck, Hervé de
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-344975

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Après le vote du 26 novembre...

La réalité de la menace du début des années 1990

par le lieutenant-colonel Hervé de Weck

« (...) depuis 1940, j'avais réfléchi pour la première fois sur les choses militaires. Je m'indignai rétrospectivement de notre ignorance, à nous tous [intellectuels], de la stratégie et de la tactique, comme je m'étais indigné de notre ignorance de l'économie.»

Raymond Aron, *Mémoires*, p. 171

Avant le 26 novembre 1989, que l'on prenne les arguments des partisans ou ceux des opposants, le débat concernant «l'initiative pour la suppression de l'armée et une politique globale de paix» a occulté un problème fondamental. Une armée, en Suisse ou dans n'importe quel Etat, se justifie dans la mesure où existe une menace dont les formes, la gravité permettent de définir une politique de défense générale, adaptée et crédible.

Les milieux favorables à l'initiative, on les comprend, éludaient ce genre de question, reprenant en chœur un refrain démagogique bien connu: n'importe quel conflit en Europe débouchera automatiquement sur une «apocalypse nucléaire». Dans ces conditions, à quoi sert-il de se défendre: «Lieber rot als tot!» En revanche, on comprend mal pourquoi les opposants ont si peu montré la réalité de la menace en Europe. La spectaculaire évolution dans les pays de l'Est, dont le contrôle pourrait échapper aux dirigeants communistes comme aux fou-

les de manifestants, implique en elle-même des risques de déstabilisation, partant des crises et des affrontements tout aussi graves que la politique de «souveraineté limitée» chère à Leonid Brejnev. Jusqu'à quel point les «nomenklatura», les militaires laisseront-ils «pourrir» la situation? Les peuples de l'Est accepteront-ils de voir leur niveau de vie déjà insuffisant baisser sérieusement pendant la période de restructuration économique?

Malgré la glasnost et la perestroïka, il apparaît hasardeux d'assimiler les actuels dirigeants de l'empire soviétique à des agneaux inoffensifs. En octobre 1987, Zinoviev posait des questions qui restent toujours d'actualité: «Que veut Gorbatchev? De quels moyens dispose-t-il pour parvenir aux fins qu'il prône? Quels sont les pesanteurs du système? Devra-t-il composer avec elles ou sera-t-il la victime de son entreprise?»¹ Tout récemment, Igor Vinogradov, journaliste aux *Nouvelles de Moscou*, qui assistait aux Rencontres internationales de Genève,

déclarait que «Gorbatchev est le plus grand mystère. Même ses collaborateurs ne savent pas ce qu'il veut (...) Certains pensent que c'est un fonctionnaire ordinaire, mais de la nouvelle génération (...) D'autres estiment qu'on assiste à une nouvelle révolution intérieure, mais que Gorbatchev est contraint de cacher ses intentions profondes (...) Mais je pense que Gorbatchev a fait son choix depuis longtemps: il entend liquider la nomenklatura, petit à petit, liquider également le système, liquider le monopole du Parti. Mais d'autres analyses sont possibles (...).»²

Autre élément d'incertitude: si le maréchal Karpov a défini publiquement une nouvelle stratégie défensive pour l'Union soviétique, la puissance de l'armée rouge, son organisation, la doctrine d'engagement et les grandes manœuvres gardent leur allure d'antan.

1. Le mythe du désarmement

Le secrétaire général du Parti communiste soviétique, virtuose de la communication médiatique, joue au

champion du désarmement, ce qui séduit les journalistes occidentaux, rarement experts dans un domaine aussi difficile. Immédiatement, une partie des opinions occidentales se met à croire au début d'une ère de paix éternelle. Pourtant, Gorbatchev propose très souvent un marché de dupes, tel que le résume François Schaller: «J'ai 200 chars, alors que mon adversaire en a 50; j'obtiens que chaque partie en supprime 40, après quoi, j'en aurai 160, l'autre 10.»³ Le fait que le dénombrement des armes conventionnelles, établi par les Soviétiques, diverge profondément des données fournies par les Occidentaux vient encore confirmer cette impression.

Depuis plusieurs mois, Moscou restructure ses troupes stationnées en Europe. Les effectifs semblent diminuer; en revanche, les systèmes d'arme, dont les quantités s'inscrivent aussi à la baisse, sont modernisés. Le long de ce qu'on n'ose plus appeler le «rideau de fer», l'armée rouge remplaçait, en 1988, 350 anciens avions de combat par des Mig-29 et des Sukhoi-27; de plus, elle mettait en service 300 de ses nouveaux chars T-80, ainsi que

Tableau 1
Rapport des forces en Europe à la fin 1988⁴

	Selon l'OTAN		Selon le PAWA	
	OTAN	PAWA	OTAN	PAWA
chars	16 300	51 500	30 690	?
armes antichars	18 200	43 700	18 070	11 445
avions de combat	4 077	8 250	7 130	7 876

500 nouvelles fusées de DCA⁵. Même si Gorbatchev ordonne la fonte de 10 000 chars de combat intégrés dans les forces du Pacte de Varsovie, il lui en restera tout de même plus de 36 000 face aux 18 000 de l'OTAN! Sa force de frappe conventionnelle va-t-elle diminuer si cette mise à la casse concerne surtout les vétustes T-54/55, dont la conception remonte à une bonne quarantaine d'années, ou les BTR-60, ces vénérables véhicules blindés de transport de troupe? En Suisse, les Centurions ont été retirés, sans que le Conseil fédéral parle d'une mesure de désarmement!

Les chiffres, qu'indiquent-ils actuellement? Une énorme supériorité du Pacte de Varsovie dans le domaine des armements classiques. Ces moyens dépassent largement ce qu'il faudrait pour faire face à une agression éventuelle des Etats «capitalistes». Entre 1983 et 1988, les dénombrements de l'Institut stratégique de Londres ne font pas apparaître un réel désarmement en Union soviétique.

Même l'intention soviétique, proclamée à l'ONU par le vice-ministre des Affaires étrangères, de retirer jusqu'en l'an 2000 toutes les troupes stationnées en dehors du territoire national⁶ ne justifie pas encore un optimisme béat. D'une part, les intentions peuvent changer du jour au lendemain, à la suite d'événements encore imprévisibles; d'autre part, retirer des troupes ne signifie pas dissoudre des formations et détruire leurs matériels. En cas de besoin, il

Tableau 2

Les matériels de l'Armée rouge

	1983	1988
– Chars de combat	50 000	53 500
– Véhicules blindés	62 000	65 400
– Pièces d'artillerie	20 000	22 300
– Pièces DCA	8 000	9 000
– Missiles sol-sol (avec capacité nucléaire)	1 300	1 600
– Avions de combat	5 000	8 100
– Avions de transport	2 700	3 200
– Bombardiers		1 200
– Hélicoptères de combat	1 000	1 500
– Hélicoptères		2 400

Military Balance 1982-1983, 1988-1989

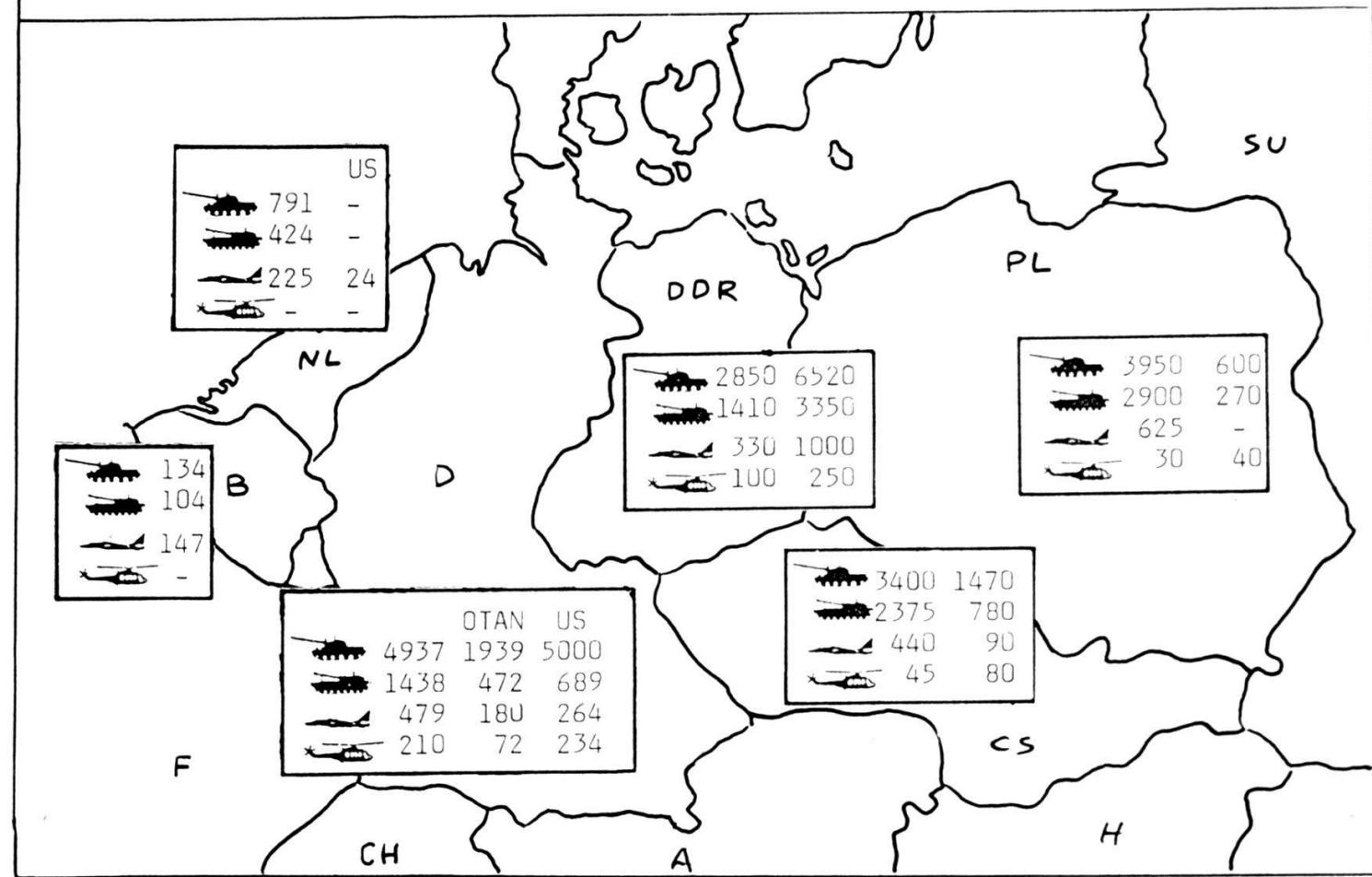
suffirait de quelques jours pour que ces divisions viennent reprendre possession de leurs anciennes garnisons. Qui peut exclure que l'auteur de cette proposition cherche surtout à obtenir le rapatriement des forces américaines stationnées en Europe, partant un découplage entre les Etats-Unis et le vieux continent?

Un tel repli soviétique – conséquence inattendue – ne risquerait-il pas de faire renaître de leurs cendres les affrontements traditionnels dans les Balkans? Hongrois et Roumains ont de vieux litiges; Roumains et Bulgares ne s'aiment guère, tandis que les habitants de la République soviétique de Bessarabie aimeraient bien rejoindre leur patrie roumaine. La

NATO GUIDELINES AREA

Military Balance 1988-1989

(Note: Includes French forces in FRG)



«pax sovietica» a fait oublier qu'il suffirait de peu pour que les Balkans redeviennent une «poudrière».

L'armée rouge ne dispose pas seulement d'une supériorité quantitative impressionnante dans le domaine des armements conventionnels, elle va bientôt atteindre l'égalité qualitative avec les forces de l'OTAN. Elle dote massivement ses formations de munitions «intelligentes»⁷; ses différents chars de combat sont modernisés environ tous les trois ans, alors que, naguère, cela ne se faisait que tous les dix ans⁸. Actuellement, un programme prévoit de renforcer avec du blindage actif les superstructures des tourelles: il s'agit de neutraliser l'effet des charges creuses qui équipent les bombettes des obus-cargo dont dispose l'OTAN. Les ingénieurs soviétiques, devançant leurs homologues occidentaux, développent un canon de char de 135 mm, plus puissant que l'actuelle pièce lisse de 125 mm, tirant un obus-flèche dont la vitesse initiale atteindrait 1800 mètres par seconde! Rappelons que le Léopard-2 est équipé d'une pièce lisse de 120 mm.

2. Le mythe de l'apocalypse nucléaire

Dans toutes leurs interventions, les partisans de l'initiative pour une Suisse sans armée soutenaient qu'à cause de ses usines, de ses dépôts chimiques, de ses centrales nucléaires, un pays hautement industrialisé ne

peut plus être défendu, d'autant plus que tout conflit doit automatiquement déboucher sur une apocalypse nucléaire. Une telle argumentation, démagogique à souhait, balaie les travaux d'experts sérieux et joue à fond sur l'«effet Tchernobyl», sur les fantasmes qui hantent nos contemporains.

Si le système soviétique se trouvait sérieusement ébranlé (pensons au mécontentement social ou à des mouvements sécessionnistes), il risquerait de devenir dangereux comme un animal blessé dans la profondeur de sa chair. Admettons que ses dirigeants prennent la décision d'étouffer les ferment de dissolution interne en déclenchant une guerre contre une Europe occidentale désignée comme la cause de tous les maux de l'empire⁹. Ils savent que les forces armées de certains Etats de l'OTAN «ne disposent de munitions et de pièces de rechange que pour une semaine, quand ce n'est pas pour quelques jours seulement»¹⁰.

Les stratégies de l'armée rouge ont tout avantage à utiliser une doctrine qui leur permette d'exploiter leur énorme supériorité en armements classiques, sans risquer une escalade incontrôlée. En recourant systématiquement aux armes chimiques, éventuellement au chantage nucléaire, mais en renonçant à l'utilisation effective de l'arme atomique, ils placent leur adversaire dans une situation délicate, lui qui ne peut compenser son infériorité conventionnelle que par le recours à de tels moyens.

Les autorités civiles, le haut commandement de l'Alliance atlantique, incapables de déclencher une autre riposte adaptée, oseront-ils tirer, les premiers, des feux nucléaires sur le territoire d'Etats appartenant à l'OTAN ou sur celui de l'Union soviétique, dans le but d'infliger à l'adversaire des dégâts insupportables¹¹? Conscients des représailles possibles, ils savent que, chez eux, la protection civile reste le plus souvent à l'état de projet, alors que la stratégie soviétique, incluant cette protection, ainsi que l'évacuation de certaines populations, rend possible, en ambiance nucléaire, une survie politique et économique de la nation¹².

Terrifiées par les gaz, pétrifiées par la crainte de l'atome, les opinions publiques des démocraties n'exigeraient-elles pas déjà à ce stade une capitulation pure et simple? Alain Besançon, journaliste à l'*Express*, écrivait à la fin de l'année 1987 qu'«en cas de conflit, la frappe atomique – ou sa seule menace – de quelques centres administratifs et économiques peut faire basculer certains Etats dans la neutralité, et même les forcer à contribuer à l'effort de guerre soviétique.»¹³

Si les forces du Pacte de Varsovie recevaient la mission de s'emparer des immenses moyens technologiques et industriels du Marché commun, on les voit mal «vitrifier» ce que leurs dirigeants veulent exploiter. Les troupes pourraient-elles stationner dans des territoires ravagés par l'atome? Le comte de Marenches prétend même

que, par religion, «les communistes ne détruisent pas les moyens de production, usines et machines»¹⁴.

D'autres arguments plaident encore contre l'apocalypse nucléaire. Dès qu'un objectif se trouve enterré, ne serait-ce qu'à quelques mètres de profondeur, il faut une arme nucléaire de faible puissance explosant au sol pour le détruire. Or, ce genre d'engagement provoque des retombées radioactives considérables. Vu les buts politiques d'un éventuel conflit, «il n'est donc pas possible, aujourd'hui, d'utiliser des armes nucléaires pour se débarrasser, en Europe occidentale, des postes de commandement, des dépôts nucléaires, des avions sous leurs abris, sans tuer beaucoup de civils. Et la riposte serait si probable qu'aucun agresseur potentiel ne voudrait prendre le risque. Ce type d'arme ne peut pas davantage être utilisé pour neutraliser une armée en surface, dès qu'elle est tant soit peu dispersée.»¹⁵

Et la Suisse dans tout cela? Un envahisseur, venu de l'Ouest ou de l'Est, n'aurait pas intérêt à détruire le pays, qu'il veuille le traverser ou s'en emparer. Feux nucléaires, guerre-éclair et occupation ne font pas bon ménage! S'il envisageait, malgré tout, des destructions de grande envergure, il lui faudrait compter avec les représailles de l'autre bloc, risque qui apparaît bien trop grand pour être couru. De plus, la politique de sécurité de la Suisse, spécialement la protection civile, assure la survie et une atténuation des dégâts.

Comment, dans ces conditions, soutenir que tout conflit débouchera automatiquement sur une apocalypse nucléaire? Pourtant, il serait aussi absurde de ne pas envisager un recours limité à l'arme nucléaire. La bombe à neutrons s'avère très efficace contre les masses de blindés. Sa force explosive, sa radioactivité ne se font sentir que sur le champ de bataille. Les responsables politiques, dont les forces armées se trouveraient en mauvaise posture, autoriseraient plus facilement son utilisation que celle des armes nucléaires traditionnelles, bien plus dévastatrices¹⁶.

Les scénarios publiés depuis une dizaine d'années admettent l'hypothèse d'une utilisation très mesurée des armes nucléaires. Dans *La 6^e colonne*, François¹⁷ imagine, en 1979, que les troupes de l'OTAN ne peuvent arrêter le déferlement de l'armée rouge qui engage des armes chimiques et des armes nucléaires tactiques sur des objectifs soigneusement sélectionnés, dans le but de susciter la panique chez les civils. Ainsi, une écrasante majorité de l'opinion française s'oppose aux représailles prévues par l'Elysée. Le président de la République n'osera pas utiliser sa force de frappe stratégique, bien que le «sanctuaire national» soit envahi...

Le général John Hackett, ancien commandant du groupe d'armées nord de l'OTAN, publie la même année un ouvrage de politique-fiction¹⁸, dans lequel il évoque une guerre conventionnelle Est-Ouest.

Voyant qu'ils ne peuvent pas atteindre leurs objectifs opératifs, les «faucons» du Kremlin tirent un missile nucléaire sur Birmingham, afin de forcer l'OTAN à négocier. La riposte ne se fait pas attendre: Minsk se fait foudroyer. Plusieurs républiques soviétiques périphériques, par peur de servir d'objectifs à de nouvelles frappes nucléaires, font sécession et proclament leur neutralité. A Moscou, un coup d'Etat organisé par les nationalistes ukrainiens et les «colombes» du Kremlin va permettre aux négociateurs des deux camps de se rencontrer à Helsinki.

Dans l'essai d'Emmanuel de Rischoufftz¹⁹, officier d'active français, les deux blocs s'abstiennent de toute utilisation de moyens nucléaires, vu l'énorme risque d'escalade incontrôlable. A nouveau, le président de la République française ne déclenche pas le «coup de semonce», avec la totalité de ses moyens «préstratégiques» sur des concentrations mécanisées du Pacte de Varsovie opérant sur le territoire ouest-allemand.

En définitive, ne faut-il pas souscrire à l'analyse de Georges-André Chevallaz: «Au fond, le bras de fer de l'armement atomique est pour le moment – et peut-être pour l'essentiel – plus dangereux par ses effets psychologiques immédiats, par la «grande peur» qu'on lui fait susciter, par la tentation de la capitulation anticipée que par les effets possibles d'un engagement pour le moins problématique. On se fait mutuellement peur. Mais dans cette guerre psychologique

sous la menace de l'apocalypse nucléaire, les démocraties ont généralement les nerfs plus vulnérables que les Etats totalitaires.»²⁰ Vu le rapport des forces, les propositions de Mikhaïl Gorbatchev concernant une dénucléarisation de l'Europe, bien adaptées aux fantasmes des opinions en Occident, se révèlent plus insidieuses que généreuses. Sa supériorité en moyens conventionnels lui permet de renoncer à l'engagement d'armes nucléaires sur le théâtre des opérations. Ne pousserait-il pas aussi dans cette direction, parce que l'atome rend aléatoires tous les calculs stratégiques?

3. Déstabilisation en Europe de l'Est?

«Nous imaginons toujours l'avenir à l'image du passé et (...) nous ne savons guère percevoir les changements si profonds soient-ils, jusqu'au jour où quelque guerre ou révolution vient subitement nous en révéler l'ampleur.»

Jacques Desmaret²¹

Jusqu'à sa mort, le rayon d'action de Staline, le «petit père des peuples», atteignait à peine quelques centaines de kilomètres au-delà de son territoire; sous Brejnev, il s'étendit au monde entier. Aujourd'hui, l'Union soviétique est omniprésente grâce à son idéologie et à sa puissance militaire. Alors que les Etats-Unis, en 1939, s'imposaient comme une grande puis-

sance économique mondiale, sans disposer d'atouts de même niveau dans le domaine militaire, l'URSS, depuis 1945, a surtout misé sur ses forces armées, son système s'avérant incapable de lui fournir des atouts économiques aussi convaincants.

L'obligation de procéder à une perestroïka, les experts la prévoyaient depuis longtemps. En 1979, Henry Kissinger écrivait qu'«à long terme, (...) une période de tranquillité sur le plan international poserait plus de problèmes à l'Union soviétique qu'à nous, puisque sa cohésion était maintenue par l'évocation constante d'un péril extérieur. (...) une longue période de paix déchaînerait plus de forces centrifuges dans les pays totalitaires que dans les démocraties industrielles.»²² En 1982, Hélène Carrère d'Encausse soutenait que «l'URSS, en s'ouvrant au monde extérieur, a involontairement exposé les sociétés communistes à son influence et y a introduit des germes de déstabilisation». Selon elle, la montée de l'islam ne manquera pas de provoquer des effets similaires sur les populations allogènes d'un empire virtuellement éclaté²³.

Dans le même ouvrage, un autre expert annonçait la crise économique qui sous-tend la politique de Mikhaïl Gorbatchev. L'URSS «affrontera de graves problèmes économiques au cours des années 80 (...) sa vulnérabilité économique fournit à l'Occident un moyen de pression qui peut servir à modérer son attitude, en particulier

dans ces zones du monde qui ne sont pas d'une importance capitale pour sa sécurité»²⁴.

Dans *Vaincre la guerre*, le général Copel faisait une remarque qui donne encore à réfléchir malgré la glasnost : «L'armée rouge est un monde clos dans le monde soviétique. Sa subordination au Parti est, jusqu'à présent, restée sans faille. Mais elle n'est qu'apparente. Le fusil n'est soumis au Parti que pour autant que le Parti mène la politique exigée par le fusil. La part extraordinaire accordée à l'armée et aux militaires dans le budget soviétique ne s'explique guère sans cela. Contrairement au Parti, qui a perdu la sienne, l'armée rouge a une âme. Une âme conservatrice. Une âme totalitaire.»²⁵

Tous les nouveaux dirigeants des pays de l'Est semblent admettre que la perestroïka n'a pas aboli, sur le plan militaire, la doctrine brejnevienne de la «souveraineté limitée». Aucun d'eux ne parle de sortir du Pacte de Varsovie, même si les nouveaux dirigeants de Prague souhaitent négocier un retrait des troupes soviétiques stationnées en Tchécoslovaquie. Ainsi, l'Union soviétique garde une totale liberté d'action stratégique dans l'ensemble de la sphère d'influence, telle qu'elle a été définie à Yalta²⁶. Si une résistance armée naissait dans un Etat «satellite», si des armes et des munitions franchissaient les frontières entre l'Est et l'Ouest, le haut commandement du Pacte de Varsovie, donc le Kremlin, serait naturellement tenté

d'invoquer un «droit de poursuite» pour neutraliser les sources de la rébellion, avant qu'elle ne fasse tache d'huile et que l'URSS, elle-même, se trouve contaminée²⁷.

Les dangers de la perestroïka

«(...) dans la période d'euphorie actuelle, on oublie trop facilement les risques et les difficultés immenses qui vont nécessairement de pair avec le processus de restructuration économique en cours. Un climat de réformes n'est pas synonyme de bonne conjoncture (...).

En voulant mettre en place une économie de marché, les pays de l'Europe de l'Est se mettent en contradiction avec leurs professions de foi socialistes qui servent de références idéologiques à la société. Pour l'heure, il est parfaitement impossible de savoir dans quelle mesure cette contradiction pourra être éliminée de manière pacifique et quelle solution sera retenue.

(...) chaque train de réformes devra être amplement expliqué, mais tous auront en commun de générer du chômage et des bouleversements sociaux qui devront d'abord être acceptés par la population, puis subis.»

Aloys Schwietert
SBS/*Le mois* 12/1989

Ces apparentes mutations, la majorité des media occidentaux les observent avec un optimisme béat, oubliant qu'il s'avère beaucoup plus facile d'étatiser une économie de marché que de libéraliser une économie planifiée, surtout quand il s'agit de reconvertis, en Union soviétique, une omniprésente industrie militaire. Dans tous les cas, une telle opération exige beaucoup de temps. Récemment, des spécialistes réunis à Saint-Gall estimaient qu'il faudrait entre vingt et trente ans pour que les économies des pays de l'Est se restructurent. De telles réformes exigent des plans d'austérité d'une incroyable dureté. Le gouvernement polonais, à la fin décembre 1989, n'annonçait-il pas à des gens qui «manquent déjà de tout» une baisse de leur niveau de vie qui pourrait varier entre 20 et 50%? Des affrontements sociaux, d'autres bouleversements politiques ne sont donc pas à exclure, comme le développement d'authentiques mouvements ouvriers s'opposant par la force à des régimes qui se veulent pourtant «ouvriers».

Ces restructurations n'apparaissent pensables qu'avec l'apport technologique et financier des pays capitalistes, alors que l'endettement des pays de l'Est, excepté la Roumanie, est déjà très élevé. De gigantesques besoins nouveaux – il faut compter avec 400 millions de consommateurs en puissance! – risquent d'entraîner une situation d'inflation, voire de pénurie au niveau mondial. Comment réagi-

ront les populations en Occident? Quelle sera l'attitude des Etats en voie de développement, s'ils voient l'aide occidentale dont ils bénéficiaient se réduire, alors qu'elle afflue vers l'est de l'Europe? C'est dans ce contexte, tout en pensant au flux de l'intégrisme musulman, qu'il faut évaluer les risques de tensions en Europe et dans le monde.

4. Soyons réalistes!

Aujourd'hui, plus que jamais, celui qui veut lever un peu du voile opaque qui cache le futur doit se rappeler que la seule loi de l'histoire, c'est la surprise. «On a passé, disait récemment Lord Carrington, secrétaire général de l'OTAN, de l'état de stabilité incertaine à celui d'instabilité certaine.» Ce réalisme, tout britannique, puisse-t-il inspirer des appréciations de situations exemptes des utopies pacifistes à la mode! Rien ne permet d'affirmer que notre continent ne connaîtra que la paix dans les dix ou vingt ans à venir ou de soutenir qu'un conflit en Europe dégénérera immuablement en apocalypse nucléaire.

Voilà ce qu'il faudrait faire passer à la troupe. Le vote des Suisses en âge de servir, le 26 novembre dernier, ne s'explique-t-il pas, dans une large mesure, par une ignorance certaine concernant la menace en Europe? A une époque marquée par l'information instantanée, mais aussi par la désinformation, une collaboration beaucoup plus étroite s'impose entre le

service d'information à la troupe (SIT) et le service de renseignement à la troupe (SRT). Nos journaux de division et de régiment, sans abandonner leur souci de refléter la vie quotidienne pendant les cours de répétition, devraient diffuser des informations bien vulgarisées, attrayantes et objectives, concernant la menace à moyen et à

long terme. Que les responsables de ces publications n'oublient pas que nos concitoyens, quelle que soit leur formation, sont moins sots que ne le donnent à penser des quotidiens comme *Blick* ou *Le Matin!* Voilà une condition primordiale pour que survive l'esprit de défense²⁸...

H. de W.

Notes

¹ «Zinoviev: le mythe Gorbatchev», *Le Point*, 18 octobre 1987.

² «Quelles sont les intentions de Gorbatchev?», *L'Impact*, décembre 1989.

³ «Leçon terminale à l'Ecole centrale I-A/2 de la division de campagne 2, *Bulletin de la Société cantonale jurassienne des officiers*, février 1990, p. 42.

⁴ Meuron, Luc de: «Mikhail Gorbatchev est-il sincère?», *Revue militaire suisse*, juin 1989, pp. 298-299.

⁵ Chouet, Jean-Jacques br: «Tour d'horizon», *Revue militaire suisse*, octobre 1989, p. 470.

⁶ Radio suisse romande, 16 décembre 1989.

⁷ Par «munition intelligente», on entend un obus hautement sophistiqué, guidé par radar, par infrarouges ou par laser, capable d'atteindre des chars ou des véhicules en mouvement. Par exemple, l'«obus-cargo» de 15,5 cm répartit une cinquantaine de sous-projectiles («bommettes») sur une surface d'environ 100 × 150 m. Chacun d'entre eux contient une charge creuse capable de percer les superstructures d'un char.

⁸ Divisionnaire Jean-Rodolphe Christen, chef d'armes des troupes mécanisées et légères: conférence au Rotary-Club, section Les Rangiers, 17 novembre 1986.

⁹ Vigor, P.H.: *La théorie soviétique du Blitzkrieg*. Paris, Editions Anthropos, 1985, p. XI.

¹⁰ Depret Jacques: *Aujourd'hui la guerre?* Monaco, Editions du Rocher, 1982, pp. 58-59. Le général Rogers déclarait au *Monde* en janvier 1983: «Dans les conditions actuelles, nous ne pouvons pas

compter sur un soutien suffisant en effectifs, en munitions ou sur le plan des stocks de réserves de guerre, pour compenser les pertes en chars, en obusiers, etc., sur notre champ de bataille.»

¹¹ Copel, Etienne général: *Vaincre la guerre*, p. 103; Close, Robert général: *Encore un effort et nous aurons définitivement perdu la troisième guerre mondiale*. Paris, Belfond, 1981, p. 103.

¹² Hackett, John général: *La troisième guerre mondiale*. Paris, Belfond, 1979, p. 113.

¹³ «L'autre Gorbatchev», *l'Express*, 18 octobre 1987. En 1976, Bouthoul prétendait dans *Le défi de la guerre* (Paris, Presses universitaires de France): «Le danger serait d'ailleurs de succomber par fatalisme à cette terreur nucléaire, comme succombèrent à la terreur mongole les habitants de Samarkand qui offraient passivement leur tête au glaive des cavaliers de Gengis Khan.

»Le danger serait de tomber de Charybde en Scylla et, par peur d'une apocalypse nucléaire éventuelle, de se mettre en état de moindre résistance devant d'autres agressions plus proches et plus probables.

»Un tel danger guette les sociétés évoluées si elles oublient qu'elles doivent rester physiquement et moralement fortes pour ne pas attirer sur elles les foudres des guerres, pour au contraire garder leur capacité de résistance dans le cas d'une légitime défense à une quelconque agression.» (P. 106.)

¹⁴ Ockrent, Christine; comte de Marenches: *Dans le secret des princes*. Paris; Stock, 1986, pp. 275-276.

¹⁵ Copel, Etienne: *La puissance de la liberté. Les chances d'une défense en Europe.* Paris, Lieu commun, 1986, pp.48-49.

¹⁶ Nixon, Richard: *La vraie guerre.* Paris, Albin Michel, 1980, pp. 251-252.

¹⁷ François: *La 6^e colonne. Si les Russes attaquaient... Roman sans fiction.* Paris, Stock, 1979.

¹⁸ Hackett, *op. cit.*

¹⁹ Richouftz, Emmanuel de: *Décembre 1977, Les Russes arrivent...* Paris, Albin Michel, 1987.

²⁰ «La sécurité de la Suisse: continuité et changement», *La sécurité de la Suisse. Les défis de l'avenir*, p. 24.

²¹ *La défense nationale. 1870-1871.* Paris, Flammarion, 1949, p. 465.

²² Kissinger, Henry: *A la Maison Blanche, 1968-1973.* Paris, Fayard, 1979, p. 860.

²³ Carrère d'Encausse, Hélène: «Préface», *La menace soviétique.* Paris, Berger-Levrault, 1982, p. 12.

²⁴ Sokoloff, Georges: «Les sources de la puissance soviétique», *La menace soviétique...*, p. 82.

²⁵ Copel, *op. cit.*, p. 42.

²⁶ Br Chouet, *op. cit.*,

²⁷ Copel, *op. cit.*, pp. 41-42.

²⁸ Une version grand public de ce texte a paru dans *Le Démocrate*.